

Rapport pour la période de sept mois

se terminant
le 31 décembre
2011

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats opérationnels et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société »), et vise à aider le lecteur à mieux connaître son contexte d'affaires, ses stratégies, son rendement et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités de la Société et aux notes afférentes pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. L'information figurant dans le présent document inclut tous les changements importants survenus en date du 12 mars 2012, date à laquelle ce rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos » et « notre » font référence à la Société et à ses filiales.

Les présents états financiers sont les premiers états financiers audités à être dressés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Auparavant, la Société se conformait aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR du Canada »). Les chiffres comparatifs au 31 mai 2011 et pour la période de douze mois terminée le 31 mai 2011 ont été retraités pour les rendre conformes aux IFRS, comme l'exigent les directives fournies dans IFRS 1, « Première application des Normes internationales d'information financière ». Pour obtenir de plus amples renseignements sur les principaux ajustements apportés aux capitaux propres, au résultat net, au résultat global et aux flux de trésorerie, se reporter à la note 28 des états financiers consolidés, « Transition aux IFRS ». Suite à l'adoption des IFRS, le dollar américain a remplacé le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle de la Société.

L'information financière présentée ci-après, y compris les montants figurant dans les tableaux, est exprimée en dollars américains. Elle renferme également des montants qui constituent des mesures de rendement non conformes aux IFRS. Des renseignements portant sur ces mesures non conformes aux IFRS sont fournis dans le rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Changement de fin d'exercice

Le 24 août 2011, la Société a fait passer la fin de son exercice du 31 mai au 31 décembre. Ce changement a été apporté pour faire concorder les fins d'exercice de 5N Plus et de MCP Group SA (« MCP »). Pour obtenir plus d'information à cet égard, se reporter à l'avis de changement de fin d'exercice que la Société a déposé sur SEDAR.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans ce rapport de gestion peuvent inclure des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la Société diffèrent de façon importante des résultats, du rendement ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés de l'acquisition, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales et conventions collectives. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de 5N Plus est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion. En règle générale, les énoncés prospectifs ont recours au futur et au conditionnel ainsi qu'à des termes tels que « croire » ou « s'attendre à », présentés à la forme positive et négative, à des variantes de ces termes ou à de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit le rendement financier futur de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date des présentes, et 5N Plus n'assume aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est avisé de ne pas accorder une confiance indue à ces énoncés prospectifs.

Aperçu de la Société et de ses activités

5N Plus est un chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada), et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Informations sectorielles

La Société comporte deux secteurs opérationnels : le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités correspondantes sont gérées en conséquence par les principaux décideurs de la Société. Les données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de rendement, sont accessibles et utilisées pour gérer ces secteurs d'activité, pour examiner le rendement et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du résultat opérationnel du secteur, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Ces applications sont principalement celles des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart de ces produits sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques, est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans les secteurs pharmaceutique et de la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et les produits électroniques.

Les charges du siège social et les frais de vente, frais généraux et frais d'administration non répartis ainsi que les frais financiers, les gains ou les pertes de change et l'amortissement des immobilisations incorporelles ont été regroupés sous la rubrique Siège social. Le siège social est également responsable de la gestion des activités en phase de développement et les coûts afférents sont déduits des produits.

Faits saillants

- La Société a constaté des charges de dépréciation de 45,6 M\$ pour le trimestre et de 46,9 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, ces charges de dépréciation étant essentiellement liées à l'agitation qui règne actuellement sur le marché de l'énergie solaire et de l'incidence de celle-ci sur le prix de vente des produits liés à l'énergie solaire et sur la valeur des immobilisations utilisées pour la fabrication ou la mise au point de ces produits. Plus précisément, ces charges comprennent la dépréciation d'immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur de 12,2 M\$ ainsi qu'une réduction de la valeur des stocks de 33,4 M\$ pour le trimestre et de 34,8 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. Les résultats financiers sont présentés compte tenu de ces charges de dépréciation, ainsi que sur une base ajustée, afin de rendre compte de la performance de la Société avant et après ces charges.
- Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, les produits se sont élevés à 149,4 M\$, en hausse de 674 % par rapport aux produits de 19,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Les produits de l'exercice de sept mois terminé le 31 décembre 2011 ont atteint un niveau record de 391,7 M\$ et le carnet de commandes au 31 décembre 2011 devrait se traduire par des ventes de 223,2 M\$ au cours des douze mois à venir. En comparaison, les produits de l'exercice de douze mois terminé le 31 mai 2011 se sont élevés à 180,0 M\$ et le carnet de commandes au 31 mai 2011 à 263,7 M\$.
- Les pertes nettes attribuables aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus du trimestre et de l'exercice de sept mois terminés le 31 décembre 2011 se sont établies respectivement à 37,2 M\$, ou 0,52 \$ par action et 21,6 M\$, ou 0,31 \$ par action respectivement, contre un bénéfice net de 6,5 M\$ ou 0,14 \$ l'action pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et de 21,9 M\$ ou 0,45 \$ l'action, pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Le résultat net ajusté, excluant les charges de dépréciation pour les périodes courantes, s'est établi à une perte de 0,1 M\$ ou 0,01 \$ l'action et à un bénéfice net de 16,5 M\$ ou 0,23 \$ l'action, respectivement.
- Le BAIIA négatif pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 correspondait à 26,1 M\$, comparé à un BAIIA de 3,4 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. En comparaison, le BAIIA du trimestre terminé le 30 novembre 2010 se chiffrait à 5,8 M\$ et celui de l'exercice terminé le 31 mai 2011, à 28,7 M\$. Le BAIIA ajusté, qui correspond au BAIIA avant les charges de dépréciation, se chiffrait à 7,3 M\$ et à 38,2 M\$, respectivement, pour les périodes en cours.
- Les fonds provenant de l'exploitation, étant définis comme les fonds générés par les activités d'exploitation avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, se sont établis à 10,3 M\$ et à 27,3 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011, comparativement à 6,1 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et à 26,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011.
- Les capitaux propres se sont chiffrés à 339,7 M\$ au 31 décembre 2011, contre 364,0 M\$ au 31 mai 2011.
- 5N Plus a également annoncé avoir conclu une nouvelle convention d'approvisionnement en tellure de cadmium (CdTe) avec First Solar, Inc., qui prendra effet le 1^{er} avril 2012 et qui remplacera les trois conventions d'approvisionnement existantes intervenues entre 5N Plus et First Solar. La nouvelle convention d'approvisionnement, pour un terme indéterminé, prévoit que 5N Plus fournira à First Solar la presque totalité du CdTe dont elle a besoin dans la cadre de la fabrication des modules photovoltaïques à l'échelle mondiale. Les prix figurant à la nouvelle convention d'approvisionnement ont été ajustés à la baisse par rapport à ceux prévus dans les trois conventions d'approvisionnement existantes conformément au contexte concurrentiel des marchés de l'énergie solaire et des stocks de matières premières. L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la nouvelle convention d'approvisionnement en donnant un préavis de deux ans, stipulation qui ne prend effet, dans le cas de First Solar, qu'une fois que celle-ci aura acheté une quantité minimale de CdTe de 5N Plus.

- Au cours du dernier trimestre, 5N Plus a fait l'acquisition de la participation résiduelle de 40 % dans la coentreprise Laos Industrial Resources Co Ltd. 5N Plus a également annoncé aujourd'hui qu'elle avait choisi de réduire sa facilité de crédit de 250 M\$ à 200 M\$, ce qui correspond mieux à ses besoins actuels en trésorerie. 5N Plus a aussi interrompu jusqu'à nouvel ordre les activités de ses installations de recyclage de panneaux solaires dans l'état du Wisconsin.

Ce fut un trimestre difficile pour 5N Plus à plusieurs égards, mais également un trimestre au cours duquel se sont présentées de nouvelles opportunités. Bien que nous ayons enregistré un net recul de la demande de la plupart de nos produits, découlant en partie d'un ralentissement saisonnier plus marqué en fin d'exercice sur les marchés de MCP récemment acquis, et dans une plus large mesure des répercussions du ralentissement général de l'économie, nous avons également pu tirer avantage de la situation actuelle. À cet égard, nous nous réjouissons d'avoir pu renforcer nos relations avec notre principal client sur le marché de l'énergie solaire, First Solar. Nous prévoyons que notre nouvelle convention d'approvisionnement avec First Solar demeurera en vigueur pendant de nombreuses années et bien que nous ayons eu à ajuster nos modalités et conditions pour tenir compte de la nouvelle dynamique du marché, nous sommes persuadés d'être mieux positionnés que jamais pour tirer parti d'occasions de croissance sur le marché de l'énergie solaire.

Le ralentissement saisonnier s'est fait plus fortement ressentir dans le secteur Matériaux écologiques, où la Société a enregistré une diminution de ses ventes. La demande a également baissé dans une moindre mesure dans le secteur Matériaux électroniques, principalement en raison de ventes plus faibles que prévu des produits à base de gallium. La Société a aussi engagé d'importantes charges de dépréciation dans ce secteur, réduisant la valeur des stocks de tellure de 21,5 M\$ et radiant ses immobilisations au Wisconsin. 5N Plus a également choisi de radier son placement dans Sylarus compte tenu des conditions actuelles du marché de l'énergie solaire. Ces charges de dépréciation, bien que rendues nécessaires en vertu des normes IFRS, pourraient toutefois être partiellement contre-passées au cours des prochains trimestres si la conjoncture s'améliore suffisamment, et faire varier la performance financière de la Société de façon plus importante qu'en temps normal.

L'intégration des activités de l'ancien MCP se poursuit comme prévu. Les efforts sont désormais essentiellement axés sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et la réduction des coûts, la Société s'efforçant de déterminer l'étendue idéale des activités et d'éliminer la redondance. 5N Plus a réduit sa main-d'œuvre et met actuellement en place des initiatives de réduction des coûts, ce qu'elle prévoit poursuivre pour la plus grande partie de 2012. La Société est d'avis que ces efforts, ainsi que les investissements qu'elle a récemment annoncés, devraient lui assurer une position idéale en vue de la croissance future.

Malgré les résultats du dernier trimestre, 5N Plus croit fermement en sa capacité de croissance et son aptitude à accroître la valeur pour l'actionnaire. À cet égard, les résultats préliminaires du trimestre en cours laissent entrevoir que les ventes et le résultat tendent vers des niveaux plus normaux que ceux du trimestre terminé le 31 décembre 2011, ce qui souligne encore plus l'effet défavorable du caractère saisonnier à la fin de l'exercice. 5N Plus a aussi réduit ses besoins en trésorerie et a en conséquence réduit sa facilité de crédit afin qu'elle corresponde mieux à ses besoins.

5N Plus souhaite remercier ses employés de leurs efforts et de leur excellent travail, et ce, même si la performance financière du trimestre n'a pas été des plus satisfaisantes. Nous demeurons une société bien diversifiée comptant un nombre important de clients, un vaste éventail de produits et une combinaison de compétences et d'actifs tout à fait unique.

Principales données financières annuelles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	IFRS		PCGR du Canada
	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011	12 mois terminés le 31 mai 2010 (en milliers de \$ CA)
	\$	\$	\$
Résultats consolidés			
Produits	391 712	179 995	70 763
BAIIA ¹	3 448	28 723	22 925
BAIIA ajusté ¹	38 238	28 723	22 925
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus	(21 641)	22 928	15 143
Résultat de base par action attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus	(0,31)	0,45	0,33
Résultat net	(22 464)	21 948	14 647
Résultat de base par action	(0,32)	0,45	0,32
Résultat dilué par action	(0,32)	0,44	0,32
Fonds provenant des opérations ¹	27 338	26 477	20 391
Données de l'état de la situation financière			
Total de l'actif	786 284	807 557	138 521
Dette nette (trésorerie nette) ¹	260 575	241 210	(63 171)
Capitaux propres	339 710	363 990	125 678

Principales données financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	IFRS						PCGR du Canada	
	Sept mois terminés le 31 décembre 2011		Douze mois terminés le 31 mai 2011				12 mois terminés le 31 mai 2010 (en milliers de \$ CA)	
	T2	T1 (4 mois)	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Non vérifié								
Produits	149 423	242 289	121 976	20 663	19 314	18 042	19 730	19 227
Marge brute ¹	(8 674)	42 857	24 898	8 157	8 161	7 497	8 671	8 204
Marge brute ajustée ¹	24 739	44 233	24 898	8 157	8 161	7 497	8 671	8 204
BAIIA	(26 088)	29 536	11 433	6 049	5 843	5 398	6 209	6 262
BAIIA ajusté	7 326	30 912	11 433	6 049	5 843	5 398	6 209	6 262
Résultat net	(37 397)	14 933	7 124	5 576	6 454	2 794	4 339	4 076
Résultat de base par action	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,14	0,06	0,09	0,09
Résultat dilué par action	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,14	0,06	0,09	0,08
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus	(37 206)	15 565	8 080	5 600	6 454	2 794	4 339	4 076
Résultat de base par action attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus	(0,52)	0,22	0,17	0,12	0,14	0,06	0,09	0,09
Résultat net tiré des activités poursuivies	(37 397)	14 933	7 124	5 576	6 454	2 794	4 363	4 362
Résultat de base par action – activités poursuivies	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,14	0,06	0,10	0,10
Résultat dilué par action – activités poursuivies	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,14	0,06	0,09	0,09
Carnet de commandes ¹	223 177	212 264	263 702	73 154	60 986	53 975	52 651	53 791

Les chiffres trimestriels de l'exercice terminé le 31 mai 2010 ont été établis selon les PCGR du Canada et n'ont pas été retraités aux termes des IFRS.

¹ Voir la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Ventes, marge brute, résultat net et résultat par action

	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Augmentation (diminution)	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Produits	149 423	19 314	674 %	391 712	179 995	118 %
Marge brute	(8 674)	8 161	(206 %)	34 182	48 713	(30 %)
Dépréciation des stocks	(33 413)	-		(34 790)	-	
Marge brute ajustée ¹	24 739	8 161	203 %	68 972	48 713	42 %
Ratio de la marge brute ajustée ¹	17 %	42 %		18 %	27 %	
Résultat net	(37 397)	6 454	(679 %)	(22 464)	21 948	(202 %)
Résultat net ajusté ¹	(92)	6 454	(101 %)	16 505	21 948	(25 %)
Résultat de base par action	(0,53)	0,14		(0,32)	0,45	
Résultat ajusté de base par action ¹	(0,01)	0,14		0,23	0,45	

¹ Voir la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Produits

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, les produits se sont élevés à 149,4 M\$, en hausse de 674 % par rapport aux produits de 19,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Les produits de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011 se sont élevés à 391,7 M\$, en hausse de 118 % par rapport aux produits de 180,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Ces augmentations sont attribuables à la comptabilisation des ventes de l'ancien MCP pour le trimestre et la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011.

Dépréciation

Au cours du dernier trimestre, la Société a constaté une charge de dépréciation des stocks de 33,4 M\$, dont une tranche de 21,5 M\$ se rapportait au tellure. Cette dépréciation s'explique par la baisse marquée du prix du tellure sur le marché notamment en raison du ralentissement du marché de l'énergie solaire. La Société a également procédé à la radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur de 4,9 M\$ se rapportant à ses installations de recyclage de panneaux solaires à Deforest, dans l'état du Wisconsin. De plus, la Société a radié sa participation de 6,9 M\$ dans Sylarus compte tenu de l'incertitude qui plane actuellement sur le marché de l'énergie solaire.

Marge brute

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, la marge brute correspond à une perte de 8,7 M\$ et, après ajustement pour exclure les charges de dépréciation (« marge brute ajustée »), elle s'établit à 24,7 M\$, soit 17 % des produits comparativement à 8,2 M\$, soit 42 % des produits, pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la marge brute s'est établie à 34,2 M\$ et la marge brute ajustée, à 69,0 M\$, soit 18 % des produits, tandis que pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, la marge brute ajustée s'est établie à 48,7 M\$, soit 27 % des produits. Les charges de dépréciation constatées sont les principales responsables de l'effet défavorable sur la marge brute pour le trimestre et la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011. Excluant ces charges, la marge brute ajustée du dernier trimestre représentait un plus faible pourcentage des produits en raison l'inclusion des résultats financiers de l'ancien MCP. Les ratios de la marge brute des produits vendus par ce dernier sont moindres que ceux enregistrés par la Société dans le passé.

Résultat net

Le résultat net correspond à une perte de 37,4 M\$, soit 0,53 \$ par action, pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, et à une perte de 22,5 M\$, soit 0,32 \$ par action, pour la période de sept mois terminée 31 décembre 2011. Ces pertes s'expliquent par les charges de dépréciation de 33,4 M\$ constatées pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011. Excluant celles-ci, le résultat net correspond à une perte de 0,1 M\$, soit 0,01 \$ par action, pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 et à un bénéfice de 16,5 M\$, soit 0,23 \$ par action, pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. Le résultat net s'est établi à 6,5 M\$, soit 0,14 \$ par action, pour le trimestre terminé le 30 novembre 2011 comparativement à 21,9 M\$, soit 0,45 \$ par action, pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Ces diminutions sont essentiellement attribuables au ralentissement saisonnier à la fin de l'exercice amplifié par la baisse du prix de vente moyen suite à une tendance à la baisse généralisée des prix des produits de base. Les diminutions ont été ressenties surtout dans le secteur Matériaux écologiques où nous avons enregistré une baisse du volume des ventes de nos produits. La demande était également en baisse, mais de façon moins importante, dans notre secteur Matériaux électroniques, les ventes de produits à base de gallium ayant été moins importantes que prévu.

Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté

	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Augmentation (diminution)	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus	(37 206)	6 454	(676 %)	(21 641)	22 298	(197 %)
Frais financiers et revenu d'intérêts	2 048	(141)	1 555 %	5 487	1 960	180 %
Perte (gain) de change	1 118	(2 903)	139 %	(642)	(8 639)	(93 %)
Amortissement	5 463	719	660 %	12 797	4 997	156 %
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	12 160	-		12 160	-	
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(9 670)	1 714	(664 %)	(4 713)	8 107	(158 %)
BAIIA	(26 087)	5 843	(546 %)	3 448	28 723	(88 %)
Dépréciation des stocks	33 413	-		34 790	-	
BAIIA ajusté	7 326	5 843	25 %	38 238	28 723	33 %

BAIIA par secteur opérationnel

	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	(19 607)	6 217	(333)	26 885
Matériaux écologiques	1 773	-	14 600	4 641
Siège social	(8 253)	(374)	(10 819)	(2 803)
Total du BAIIA	(26 087)	5 843	3 448	28 723

BAIIA ajusté par secteur opérationnel

	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	11 051	6 217	30 631	26 885
Matériaux écologiques	4 528	-	18 426	4 641
Siège social	(8 253)	(374)	(10 819)	(2 803)
Total du BAIIA ajusté	7 326	5 843	38 238	28 723

BAIIA

Le BAIIA était négatif de 26,1 M\$ pour le dernier trimestre, comparativement à un BAIIA de 3,4 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. Cet écart s'explique essentiellement par les charges de dépréciation constatées. Pour le dernier trimestre et l'exercice, le BAIIA ajusté s'est établi respectivement à 7,3 M\$ et à 38,2 M\$, contre 5,8 M\$ et 28,7 M\$, respectivement, pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et l'exercice terminé le 31 mai 2011. Les hausses marginales du BAIIA s'expliquent par l'incidence du caractère saisonnier à la fin de l'exercice qui s'est traduite par une baisse des produits et des marges brutes.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

Pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2011, les nouvelles commandes étaient de 160,5 M\$ et 351,2 M\$, respectivement, comparativement à 26,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et à 393,4 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Les nouvelles commandes pour le dernier trimestre ont été de 510 % supérieures à celles du trimestre terminé le 30 novembre 2010 en raison de la comptabilisation des activités de l'ancien MCP. Les nouvelles commandes pour l'exercice terminé le 31 mai 2011 ne sont pas directement comparables en raison de l'acquisition de MCP. Au 31 décembre 2011, le carnet de commandes s'élevait à 223,2 M\$, en hausse de 266 % par rapport à celui de 61,0 M\$ au 30 novembre 2010. Le carnet de commandes a progressé de 10,9 M\$ par rapport au 30 septembre 2011, car nous avons renouvelé les contrats pour 2012 et augmenté notre gamme de produits et notre clientèle. Celui-ci n'a toutefois pas atteint les 263,7 M\$ constatés à la fin de l'exercice précédent et a diminué de 15 %, en raison du recul de la demande et des prix de vente. Le carnet de commandes représente à nouveau une part moins importante des produits qu'avant l'acquisition de MCP, puisque la Société a maintenant un plus grand nombre de ventes ponctuelles et que son carnet de commandes représente habituellement une part moins grande des produits.

Les produits, le BAIIA et les nouvelles commandes des secteurs de la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques, sont décrits ci-après. Les activités de MCP avant l'acquisition sont réparties entre ces secteurs opérationnels. Les activités de 5N Plus avant l'acquisition de MCP sont entièrement comprises dans le secteur opérationnel des Matériaux électroniques.

Division Matériaux électroniques

(en milliers de dollars américains)	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	69 761	19 314	186 015	122 246
Coût des produits vendus et charges, avant amortissement	(89 368)	(13 097)	(186 348)	(95 361)
BAIIA sectoriel	(19 607)	6 217	(333)	26 885
Dépréciation des stocks	30 658	-	30 964	-
BAIIA ajusté sectoriel	11 051	6 217	30 631	26 885
Nouvelles commandes	76 073	26 325	179 145	228 830

Les produits du secteur Matériaux électroniques ont progressé de 261 % pour s'établir à 69,8 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 comparativement à 19,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, les produits se sont élevés à 186,0 M\$, en hausse de 52 % par rapport à 122,2 M\$ pour l'exercice précédent. Les produits du trimestre et de la période de sept mois comprennent l'apport des activités de l'ancien MCP expliquant ainsi la hausse pour les deux périodes. Pour le dernier trimestre, les produits ont diminué de 46,5 M\$ comparativement à la période précédente de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, soit une baisse de 20 % après ajustement sur une base trimestrielle. Cette diminution découle à la fois d'un recul de la demande liée au caractère saisonnier à la fin de l'exercice et d'une baisse des prix de vente moyens suite à une tendance à la baisse généralisée des prix sur le marché des produits de base.

Des charges de dépréciation des stocks de 30,7 M\$ et de 31,0 M\$ ont eu une incidence défavorable sur le BAIIA du trimestre et de la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011 respectivement. Une tranche de 21,5 M\$ de celles-ci se rapportait au tellure, la balance étant essentiellement liée aux produits du gallium. Ces deux métaux sont utilisés dans le secteur de l'énergie solaire.

Pour le dernier trimestre, le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques s'est établi à 11,1 M\$, en hausse de 78 % par rapport à 6,2 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Le BAIIA ajusté de la période de sept mois s'est élevé à 30,6 M\$, en hausse de 13,9 % par rapport au BAIIA de l'exercice terminé le 31 mai 2011. La hausse pour le trimestre est essentiellement liée à l'apport des activités correspondantes de MCP avant l'acquisition. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la hausse par rapport à l'exercice terminé le 31 mai 2011 s'explique par l'apport de l'ancien MCP pour la totalité de la période.

Rapport de gestion

Pour le dernier trimestre, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont atteint 76,1 M\$, contre 26,3 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Cette augmentation est attribuable à l'ajout du carnet de commandes de l'ancien MCP ainsi qu'au renouvellement des ententes entre la Société et First Solar en janvier 2011. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, les nouvelles commandes sont en baisse pour s'établir à 179,1 M\$ contre 228,8 M\$ pour la période de douze mois terminée le 31 mai 2011, en raison de l'ajout du carnet de commandes de l'ancien MCP au cours du trimestre terminé le 31 mai 2011. Le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques se chiffre maintenant à 150,0 M\$, en baisse de 6,9 M\$ par rapport à celui du 31 mai 2011. Cette baisse s'explique par la diminution des prix de vente associée aux tendances à la baisse des marchés des produits de base.

Les charges de dépréciation liées aux immobilisations corporelles et incorporelles de 5,2 M\$ associées au secteur Matériaux électroniques qui ont été comptabilisées au cours du trimestre dernier se rapportent en totalité au marché de l'énergie solaire et en grande partie aux installations de recyclage de panneaux solaires au Wisconsin.

Division Matériaux écologiques

(en milliers de dollars américains)	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	79 663	-	205 697	57 749
Coût des produits vendus et charges, avant amortissement	(77 890)	-	(191 097)	(53 108)
BAlIA sectoriel	1 773	-	14 600	4 641
Dépréciation des stocks	2 755	-	3 826	-
BAlIA ajusté sectoriel	4 528	-	18 426	4 641
Nouvelles commandes	84 444	-	172 043	164 541

Les activités des Matériaux écologiques comprennent uniquement celles de l'ancien MCP, la Société n'ayant mené aucune activité dans ce secteur avant le 8 avril 2011. Par conséquent, il n'existe aucune donnée historique aux fins de comparaison et d'analyse des résultats de la Société. En outre, les résultats de l'exercice terminé le 31 mai 2011 tiennent compte uniquement des résultats de l'ancien MCP pour sept semaines.

Pour le dernier trimestre, les produits ont atteint 79,7 M\$ et découlaient principalement de la vente de métaux et de dérivés chimiques de bismuth, de métaux et de dérivés chimiques de sélénium et d'alliages à point de fusion. Comparativement à la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, les produits ont diminué de 46,4 M\$ pour le trimestre, ce qui représente une diminution de 15,7 % après ajustement sur une base trimestrielle. Cette baisse est essentiellement liée au recul de la demande pour nos produits pour le trimestre. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, les produits se sont établis à 205,7 M\$, en hausse comparativement à 57,8 M\$ pour la période de douze mois terminée le 31 mai 2011.

Les charges de dépréciation des stocks de 2,8 M\$ et de 3,8 M\$ ont eu une incidence défavorable sur le BAlIA du trimestre et de la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011. Pour ces périodes, le BAlIA ajusté s'est établi à 4,5 M\$ et 18,4 M\$, respectivement.

Pour le trimestre et la période de sept mois terminés le 31 décembre 2011, les nouvelles commandes se sont élevées respectivement à 84,4 M\$ et 172,0 M\$. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élève maintenant à 73,1 M\$, ce qui correspond à une baisse de 31,1 M\$ par rapport à celui au 31 mai 2011, en raison du caractère saisonnier du renouvellement des contrats.

Charges

	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Augmentation (diminution)	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	5 463	719	660 %	12 797	4 997	156 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	17 446	2 937	494 %	33 500	13 286	152 %
Frais financiers	3 169	(3 044)	204 %	4 845	(6 679)	172 %
Impôt sur le résultat	(9 670)	1 714	(664 %)	(4 713)	8 107	(158 %)
	16 408	2 326	605 %	46 429	19 711	136 %

Amortissement

La charge d'amortissement du trimestre terminé le 31 décembre 2011 s'est établie à 5,5 M\$, contre 0,7 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la charge d'amortissement s'est établie à 12,8 M\$, contre 5,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Ces hausses rendent compte de l'augmentation des actifs amortissables, y compris les immobilisations incorporelles, suite à l'acquisition de MCP.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont chiffrés à 17,4 M\$ pour le dernier trimestre et à 33,5 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, comparativement à 2,9 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et à 13,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. Ces hausses s'expliquent, car nous avons hérité d'une équipe de gestion et des ventes plus importantes à la suite de l'acquisition de MCP.

Frais financiers, revenu d'intérêts et gain de change

Les frais financiers, le revenu d'intérêts et le gain de change totalisaient une charge de 3,2 M\$ pour le dernier trimestre et de 4,9 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. En comparaison, des gains de 3,0 M\$ et de 6,7 M\$ ont été constatés, pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et l'exercice terminé le 31 mai 2011 respectivement, en raison d'un gain de change. La hausse des frais financiers est attribuable aux emprunts contractés pour financer l'acquisition de MCP et le regroupement des activités. Au 31 décembre 2011, la dette nette se chiffrait à 260,6 M\$.

Impôt sur le résultat

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, la Société a inscrit un recouvrement d'impôt sur le résultat de 9,7 M\$ comparativement à une charge de 1,7 M\$ pour trimestre terminé le 30 novembre 2010, selon des taux d'impôt effectifs de 21 %. Le recouvrement d'impôt sur le résultat pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011 s'est chiffré à 4,7 M\$, contre une charge de 8,1 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, selon des taux d'impôt effectifs de 17 % et 27 %, respectivement. La baisse du taux d'impôt effectif s'explique par les charges de dépréciation non déductibles.

Situation financière et sources de financement

Flux de trésorerie

(en milliers de dollars américains)	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation	10 349	6 107	27 338	26 477
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(9 284)	6 748	(38 253)	(88 267)
Activités d'exploitation	1 065	(641)	(10 915)	(61 790)
Activités d'investissement	(9 027)	(5 190)	(12 321)	(174 593)
Activités de financement	7 791	885	24 043	202 319
Effet des variations des taux de change	592	-	592	(963)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	421	(4 946)	1 399	(35 027)

Rapport de gestion

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation s'élevèrent à 1,1 M\$ pour le dernier trimestre, tandis que les activités d'exploitation ont consommé 10,9 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011. Les flux de trésorerie consommés par les activités d'exploitation étaient de 0,6 M\$ et 61,8 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et l'exercice terminé le 31 mai 2011, respectivement. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la consommation des flux de trésorerie par les activités d'exploitation est en baisse en raison de l'effet de la tendance à la baisse généralisée des prix des produits de base, qui s'est traduite par une diminution des investissements dans nos stocks comparativement à l'exercice terminé le 31 mai 2011.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont consommé 9,0 M\$ au cours du dernier trimestre et 12,3 M\$ au cours de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, contre 5,2 M\$ et 174,6 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010 et l'exercice terminé le 31 mai 2011, respectivement. L'acquisition de MCP, pour une contrepartie nette de 280,4 M\$, déduction faite de l'émission d'actions, du solde du prix d'achat et des retenues en faveur des vendeurs qui totalisent 119,2 M\$, est responsable de la consommation des activités d'investissement de l'exercice terminé le 31 mai 2011. Pour le dernier trimestre et la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, les activités d'investissement ont porté essentiellement sur les immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré 7,8 M\$ au cours du dernier trimestre et 24,0 M\$ pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société ayant refinancé sa facilité de crédit renouvelable. Pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré 0,9 M\$ et 202,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011, principalement en raison de l'émission d'actions pour un montant de 125,7 M\$ et de l'augmentation de la dette bancaire et de la dette à court et à long terme se chiffrant à 73,6 M\$.

Fonds de roulement

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2011	Au 31 mai 2011
	\$	\$
Stocks	315 333	300 055
Autres actifs courants	175 444	200 471
Passifs courants	(151 384)	(271 768)
Fonds de roulement ¹	339 393	228 758
Ratio du fonds de roulement	3,24	1,84

¹ Voir la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Le fonds de roulement a augmenté pour s'établir à 339,4 M\$ au 31 décembre 2011, contre 228,8 M\$ au 31 mai 2011, suite à la conversion de la dette bancaire et de la dette à court terme en dette à long terme.

Dette nette et fonds provenant de l'exploitation

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2011	Au 31 mai 2011
	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	73 430	174 703
Dette à long terme, y compris la partie courante	268 476	145 678
Total de la dette	341 906	320 381
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(81 331)	(79 171)
Dette nette	260 575	241 210

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, s'est chiffrée à 260,6 M\$ au 31 décembre 2011, contre 241,2 M\$ au 31 mai 2011. En août 2011, la Société a contracté une nouvelle facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang multidevises de 250 M\$ pour remplacer l'ancienne facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 50 M\$ CA d'une durée de deux ans. La consolidation de la majeure partie de la dette a été réalisée en octobre 2011. 5N Plus a également annoncé aujourd'hui qu'elle a décidé de réduire sa facilité de crédit de 250 M\$ à 200 M\$, ce qui correspond mieux à ses besoins actuels en trésorerie.

Rapport de gestion

Les fonds provenant de l'exploitation se sont élevés à 10,3 M\$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, contre 6,1 M\$ pour le trimestre terminé le 30 novembre 2010. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, les fonds provenant de l'exploitation se sont élevés à 27,3 M\$, comparativement à 26,9 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. L'augmentation s'explique par l'apport des activités de l'ancienne MCP.

(en milliers de dollars américains)	Trois mois terminés le 31 décembre 2011	Trois mois terminés le 30 novembre 2010	Sept mois terminés le 31 décembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation	10 349	6 108	27 338	28 477
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(5 668)	(5 865)	(10 785)	(22 785)
Variation du fonds de roulement	(9 284)	(6 748)	(38 253)	(88 267)
Acquisition d'entreprise, déduction faite de la trésorerie acquise	-	-	-	(121 517)
Émission d'actions ordinaires	134	991	346	131 573
Dette prise en charge dans le cadre de regroupement d'entreprises	-	-	-	(241 821)
Placements temporaires (affectés) acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises	-	-	-	18 919
Autres	12 704	567	(1 989)	(4 259)
	(2 114)	(11 055)	(46 703)	(328 157)
Variation de la dette nette	8 235	(4 947)	(19 365)	(299 680)
(Dette nette) trésorerie nette ¹ au début de la période	(252 340)	60 170	(241 210)	58 470
(Dette nette) trésorerie nette à la fin de la période	(260 575)	55 223	(260 575)	(241 210)

¹ Voir la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, le ratio dette nette sur le BAIIA ajusté annualisé s'est établi à 4 et les fonds provenant de l'exploitation annualisés ont représenté 18,0 % de la dette nette.

	Sept mois terminés le 30 septembre 2011	Douze mois terminés le 31 mai 2011
Ratio dette nette sur le BAIIA ajusté annualisé	4,0	8,5
Fonds provenant de l'exploitation sur la dette nette (%)	18,0	11,1

Capital- actions

Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par son conseil d'administration. Au 31 décembre 2011, aucune action privilégiée n'était émise.

Actions émises et entièrement payées (en milliers de dollars américains)	31 décembre 2011		31 mai 2011	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Actions ordinaires				
Actions en circulation	70 961 125	305 928 \$	70 892 627	305 464 \$

Au 12 mars 2012, un total de 70 985 556 actions ordinaires étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée ne l'était.

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions (le « plan ») en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien plan ») adopté en octobre 2007, aux mêmes conditions et termes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser cinq millions. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien plan ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu de l'ancien plan peuvent être exercées pendant une période d'au plus 10 ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2011 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de leur attribution. Les options sont acquises à raison de 25 % (100 % pour les administrateurs) par année, à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société.

Le nombre d'options et le prix d'exercice moyen pondéré pour chacun des régimes de rémunération fondée sur les actions s'établissent comme suit :

	Période de sept mois terminée le 31 décembre 2011		Période de douze mois terminée le 31 mai 2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré CA\$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré CA\$
En cours au début de la période	1 384 025	4,52	1 596 615	4,24
Attribuées	275 249	8,60	262 308	4,95
Annulées	(47 565)	5,40	(177 518)	5,12
Exercées	(68 498)	3,17	(297 380)	3,07
En cours à la fin de la période	1 543 211	5,28	1 384 025	4,52
Pouvant être exercées à la fin de la période	908 657	4,28	628 765	4,16

Régime incitatif d'unités d'actions restreintes

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'unités d'actions restreintes (« UAR ») qui s'ajoute au régime d'options d'achat d'actions. Le régime UAR permet à la Société d'octroyer aux participants admissibles des unités d'actions fictives qui s'acquiescent après une période de trois ans. Les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et comptabilisées dans le passif. L'évaluation de la charge de rémunération et du passif connexe liés à ces attributions est fondée sur la juste valeur des unités d'actions octroyées et est passée en charges dans les frais généraux, frais de vente et frais d'administration sur la période d'acquisition des droits afférents aux unités d'actions attribuées. À la fin de chaque période, les variations des obligations de paiement de la Société attribuables aux fluctuations de la valeur de marché de ses actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisées dans les frais généraux, frais de vente et frais d'administration. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société a attribué 24 758 UAR, et 57 887 UAR étaient en circulation au 31 décembre 2011 (33 129 UAR en circulation au 31 mai 2011). Au 31 décembre 2011, et au 31 mai 2011, la Société a constaté une provision de 0,09 M\$.

Régime incitatif d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'octroi d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers (le « régime UAREE »). Aux termes du régime, les UAREE octroyées peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'octroi. Les droits au titre des UAREE en circulation au 31 décembre 2011 peuvent être exercés pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de l'octroi. Les UAREE s'acquiescent à un taux de 25 % par année, dès la première année qui suit la date de l'octroi. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société a octroyé 33 428 UAREE et annulé 627 UAREE, et 41 350 UAREE étaient en circulation au 31 décembre 2011 (8 549 UAREE étaient en circulation au 31 mai 2011). Au 31 décembre 2011 et au 31 mai 2011, la Société a constaté une provision de 0,01 M\$.

Droits à la plus-value d'actions

Le 1^{er} novembre 2011, la Société a attribué 247 000 droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») à la plupart des membres de son personnel, à l'exception de son personnel de direction. Les DPVA sont acquis et payés sur une période de trois ans. Ils sont automatiquement exerçables en contrepartie d'un montant en trésorerie à chaque anniversaire de la date de l'attribution et la Société est tenue de verser le montant aux porteurs. Le montant versé en trésorerie correspond au nombre de DPVA multiplié par le cours moyen de l'action de la Société pour le mois qui précède immédiatement l'acquisition. Les changements des obligations de paiements de la Société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisés en charges à la fin de chaque période. Pour la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, 3 200 DPVA ont été annulés, et 243 800 DPVA étaient en circulation au 31 décembre 2011). Au 31 décembre 2011, la Société a constaté une provision de 0,1 M\$.

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies et choisit de prendre à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre la fluctuation du change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats à la note 26 des états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2011 :

	Valeur comptable	Un an	Deux à trois ans	Quatre à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	73 430	76 348	-	-	-	76 348
Créances client et autres créances	59 029	59 029	-	-	-	59 029
Instruments financiers dérivés	5 716	3 814	-	1 902	-	5 716
Dettes à long terme	268 476	23 226	83 411	188 090	247	294 974
Total	406 651	162 417	83 411	189 992	247	436 067

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur le rendement de la Société.

Incapacité à obtenir les avantages escomptés des acquisitions

Certains des avantages anticipés pourraient ne pas se matérialiser, ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par notre direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. Entre autres, la possibilité de tirer avantage de l'acquisition et de toute acquisition future que nous réaliserons dépend, en partie, du regroupement des fonctions et de l'intégration des activités, des procédures et du personnel, en temps utile et de manière efficace, de même que de la capacité de notre Société à tirer parti des occasions de croissance et de synergie prévues en regroupant avec les nôtres les entreprises et les activités acquises. L'intégration des entreprises acquises suppose que la direction consacre des efforts, du temps et des ressources considérables, ce qui pourrait détourner son attention et ses ressources d'autres occasions stratégiques et aspects opérationnels pendant le processus d'intégration. Le processus d'intégration est susceptible d'entraîner le départ d'employés clés, l'engagement de dépenses importantes et la perturbation des activités courantes et des relations avec les clients et les employés, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre capacité à obtenir les avantages escomptés de ces acquisitions.

Risque lié à la valorisation des stocks

La Société surveille son risque associé à la valeur de ses stocks par rapport à celle du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de ses stocks, elle compte sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telle que la valeur à risque ainsi que d'une évaluation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de valeur à risque et des conditions du marché.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La Société compte sur l'expertise et le savoir-faire des membres de son personnel pour la poursuite de ses activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence défavorable sur nous. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à garder à notre service les employés clés et à attirer, former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise de l'industrie des métaux spécialisés et de la technologie d'affinage sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraisons pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, en retour, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats d'approvisionnement.

Dettes supplémentaires

Nous avons pris en charge la dette de l'ancienne MCP à la réalisation de l'acquisition. La dette supplémentaire a augmenté l'intérêt que nous devons payer de temps à autre jusqu'à ce que ces sommes soient remboursées. En outre, nous serons tenus de payer aux actionnaires vendeurs les sommes indiquées dans les billets à ordre ainsi qu'une retenue en trésorerie décrites dans la rubrique « La convention d'acquisition et les conventions connexes » du prospectus simplifié daté du 1^{er} avril 2011. Bien que nous ayons signé une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 250 M\$, nous pourrions avoir besoin de trouver des sources supplémentaires de financement pour rembourser la dette indiquée précédemment à échéance. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'obtenir du financement selon des modalités que nous jugeons acceptables ni même que nous pourrions tout simplement en trouver à ce moment ou à ces moments.

Réglementation en matière de protection de l'environnement

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent celles régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus rigoureux ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. L'installation acquise de l'ancienne MCP à Tilly, en Belgique, fait présentement l'objet de mesures correctives en vertu d'un plan de remise en état en raison de l'héritage industriel du site sur lequel elle est située, site qui a été utilisé à des fins industrielles depuis plus de 100 ans, et afin de la rendre conforme à la réglementation plus stricte en matière d'environnement. Le plan de remise en état a été approuvé par les autorités locales et les coûts estimatifs en résultant ont été comptabilisés comme il se doit par la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière sur les créances clients, les autres créances ou les contrats de la Société. La Société possède un grand nombre de clients et ne dépend plus d'un client particulier. Nous réduisons le risque de crédit en nous assurant de n'accorder de crédit aux clients qu'après l'évaluation de leur solvabilité. La Société révisé régulièrement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses dans l'éventualité qu'un compte soit jugé irrécouvrable.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux variations des taux d'intérêt en raison de sa facilité de crédit multidevises renouvelable qui porte intérêt soit au taux préférentiel, au taux de base des États-Unis, au LIBOR ou LIBOR EURO majoré d'une marge fondée sur le ratio dette consolidée de premier rang/BAIIA de 5N Plus.

Risque de change

Nos ventes sont principalement libellées en dollars américains alors qu'une partie de nos charges opérationnelles sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro, le dollar canadien et la livre sterling. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change en regard à la monnaie de fonctionnement appropriée. Nous gérons le risque de change en concluant divers contrats de change à terme.

Juste valeur

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers courants, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et les autres créances et les créditeurs et charges à payer se rapprochait de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Concurrence

Nous sommes le chef de file dans la production de métaux et produits chimiques spéciaux et la concurrence pourrait venir de raffineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. La croissance attendue de la demande de nos principaux produits devrait attirer plus de raffineurs de métaux dans cette industrie et intensifier la concurrence. Bien que nous croyions que nos activités et notre réseau commercial sont d'importants avantages compétitifs, nos concurrents pourraient s'accaparer une part du marché, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges opérationnelles si nous n'étions pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans plusieurs cas, surtout ceux liés à nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous éprouvions néanmoins des interruptions, qui pourraient avoir des répercussions défavorables sur nos résultats financiers.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous dépendons presque exclusivement d'une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter notre nombre de brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies précieux.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine, et par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs régimes juridiques, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, l'expropriation et les modifications en matière de taxes et impôts, tarifs et autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme les grèves, les débrayages ou les lock-out, et avoir une incidence défavorable sur nos résultats.

Contrôles et procédures

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef des services financiers qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Ces attestations limitent l'étendue de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière comme le permet le Règlement 52-109.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des services financiers ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À l'exception de MCP, pour laquelle l'évaluation effectuée portait uniquement sur la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des services financiers. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

La Société a poursuivi sa stratégie de croissance en concluant une importante opération en avril 2011. Au cours de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011, la Société a élargi son équipe de direction et son personnel du siège social pour y ajouter des membres affectés à l'intégration des nouvelles entreprises et à l'amélioration des contrôles internes et des procédures. Toutefois, un effort significatif sur le plan des ressources financières a été consacré à l'intégration des entreprises nouvellement acquises et à la mise en œuvre des structures fiscales et de

financement ainsi que des IFRS. Par conséquent, des lacunes de contrôle ont été cernées lors de la documentation et de l'évaluation de transactions non routinières et complexes et lors de la transition aux IFRS. Dans les trimestres à venir, la direction poursuivra l'amélioration du contrôle interne à l'égard de l'information financière et mettra en œuvre des contrôles supplémentaires relativement à l'évaluation des opérations non routinières et complexes.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucun changement, qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au cours de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants pour l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont constatés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants, aux estimations et aux hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie attendus de chaque actif ou UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats opérationnels futurs, qui ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements importants des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Regroupements d'entreprises

Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de l'entreprise acquise sont présentés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière. Pour évaluer la juste valeur, la direction utilise des estimations des flux de trésorerie et des taux d'actualisation futurs, mais les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La détermination de la juste valeur pourrait inclure l'utilisation de techniques d'évaluation qui sont généralement fondées sur des prévisions des flux de trésorerie actualisés nets futurs. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses faites par la direction concernant la performance future des actifs connexes et de toute variation du taux d'actualisation utilisé. Toute modification de l'évaluation survenant au cours de la période d'évaluation par rapport à la comptabilisation initiale, s'il en est, se répercute sur l'évaluation du goodwill.

Durées d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière, chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités fondamentales de la Société sont vulnérables aux changements des politiques des pays étrangers et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente. La Société évalue ses stocks en

fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date de finalisation des états financiers. La valeur nette de réalisation détenue pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreuses juridictions fiscales. Pour établir sa charge d'impôt sur le résultat dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des contrôles fiscaux pourraient demander le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

Passage aux IFRS

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues d'adopter les IFRS pour dresser leurs états financiers des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable aux PCGR du Canada, mais présentent certaines différences importantes en ce qui a trait aux principes de comptabilisation, d'évaluation et d'information.

Les états financiers consolidés de la période de sept mois terminée le 31 décembre 2011 sont les premiers états financiers audités de la Société dressés selon les IFRS. Pour toutes les périodes antérieures, la Société a préparé ses états financiers selon les PCGR du Canada. Conformément à IFRS 1, certaines informations se rapportant à la transition aux IFRS figurent ci-dessous. Ces informations sont fournies aux termes des IFRS tels qu'il est indiqué à la rubrique « Base d'établissement » de la note annexe 1 des états financiers consolidés audités au 31 décembre 2011.

Selon IFRS 1, la Société doit fournir des chiffres comparatifs. Elle a commencé à appliquer les IFRS le 1^{er} juin 2010, qui représente ainsi la « date de transition ». Selon IFRS 1, le nouvel adoptant doit appliquer de façon rétrospective l'ensemble des IFRS en vigueur à la date de clôture, soit le 31 décembre 2011 et le 31 mai 2011 pour la Société. Toutefois, IFRS 1 prévoit certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires pour le nouvel adoptant.

Choix initiaux à l'adoption des IFRS

La Société a fait les choix suivants aux termes d'IFRS 1 à la date de transition :

Regroupements d'entreprises : Selon IFRS 1, un nouvel adoptant peut choisir de ne pas appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, rétrospectivement aux regroupements qui ont eu lieu avant la date de transition. La Société s'est prévalu de cette option.

Paiement fondé sur des actions : La Société a décidé d'appliquer de façon rétrospective IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, à l'ensemble des transactions donnant lieu à des paiements fondés sur des actions à la date de transition. IFRS 2 s'applique aux options d'achat d'actions, aux UAR et aux UAREE en circulation le 1^{er} juin 2010.

Monnaie fonctionnelle : La Société s'est conformée à IAS 21 et a adopté le dollar américain comme monnaie fonctionnelle, en remplacement du dollar canadien. Tous les montants figurant à l'état consolidé de la situation financière ont été retraités au 1^{er} juin 2010 et présentés comme s'ils avaient toujours été comptabilisés en dollars américains depuis leur constatation initiale.

Participation dans les coentreprises : La Société a décidé d'appliquer de façon prospective IAS 28 conformément aux dispositions de transition pertinentes. Selon IFRS 1, le coût présumé global de la participation dans les coentreprises s'établit à 0,4 M\$ dans le cas d'Ingal et à 0,9 M\$ pour MCP Shenzhen.

Exceptions obligatoires selon IFRS 1

Comptabilité de couverture – La comptabilité de couverture s’applique seulement de façon prospective à compter de la date de transition aux transactions qui respectent les critères de la comptabilité de couverture indiqués dans IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, à cette date. Les relations de couverture ne peuvent pas être désignées de façon rétrospective ni les documents justificatifs créés de façon rétrospective. Par conséquent, aucune relation de couverture satisfaisant aux critères de la comptabilité de couverture à la date de transition n’a été constatée dans les résultats de la Société selon les IFRS.

Estimations – Selon IFRS 1, les estimations d’une entité aux termes des IFRS à la date de transition doivent correspondre aux estimations établies à la même date selon les PCGR, sauf s’il est prouvé que ces estimations étaient erronées. Les estimations de la Société au 1^{er} juin 2010 sont compatibles avec celles qu’elle a établies selon les PCGR du Canada à la même date.

Incidence du passage aux IFRS

Les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada identifiées comme ayant une incidence importante sur la situation financière et le rendement financier consolidé déjà constaté sont résumées à la note 28 des états financiers consolidés vérifiés au 31 décembre 2011, qui présente une synthèse des incidences découlant du passage aux IFRS.

Normes comptables futures

La norme IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009. Elle porte sur le classement et l’évaluation des actifs financiers et remplace les multiples règles relatives aux instruments de créance d’IAS 39 par un modèle unique d’évaluation des actifs financiers selon deux catégories, soit au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. De plus, IFRS 9 remplace les modèles d’évaluation des instruments de capitaux propres qui sont désormais comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne constituent pas clairement un rendement du capital investi, sont comptabilisés par le biais du résultat net, mais les autres profits et pertes (y compris les pertes de valeur) liés à ces instruments restent compris indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global. Cette norme s’applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et son adoption anticipée est permise. La Société n’a pas encore évalué l’incidence de l’application de cette norme et elle n’a pas déterminé si elle l’adoptera de façon anticipée.

En mai 2011, l’IASB a publié les normes suivantes que la Société n’a pas encore adoptées : IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), IFRS 11, *Partenariats* (« IFRS 11 »), IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d’autres entités* (« IFRS 12 »), IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27 »), IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 ») et la norme modifiée IAS 28, *Participations dans des entreprises associées* (« IAS 28 »). Ces nouvelles normes s’appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, leur adoption anticipée étant permise. La Société n’a pas commencé à évaluer l’incidence de ces nouvelles normes et normes modifiées sur ses états financiers et elle n’a pas déterminé si elle les adoptera de façon anticipée en tout ou en partie.

Les nouvelles normes se résument comme suit :

IFRS 10 – États financiers consolidés

Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entité détenue lorsqu’elle est exposée – ou a des droits – à des rendements variables découlant de sa participation dans l’entité détenue et qu’elle peut utiliser son pouvoir sur l’entité détenue pour influencer sur ces rendements. Selon l’IFRS actuellement en vigueur, la consolidation est exigée lorsqu’une entité est en mesure de régir les politiques financières et opérationnelles d’une autre entité afin de tirer avantage des activités de cette dernière. IFRS 10 remplace SIC 12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

IFRS 11 – Partenariats

Selon IFRS 11, une partie à un partenariat doit classer sa participation à titre de coentreprise ou d’entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra inscrire sa part de l’actif, du passif, des produits et des charges de l’entreprise

commune. Selon l'IFRS actuellement en vigueur, les entités peuvent choisir de consolider proportionnellement leurs participations dans des coentreprises ou de les comptabiliser selon la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 annule et remplace IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

IFRS 12 établit les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les partenariats, les entreprises associées, les entités structurées et les véhicules exclus de l'état de la situation financière. La norme conserve les obligations d'information actuelles et en ajoute de nouvelles qui portent sur la nature des intérêts détenus dans d'autres entités et sur les risques qui y sont associés.

IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur

IFRS 13 est une norme globale précisant les exigences d'évaluation et de présentation de la juste valeur à utiliser dans l'application de toutes les normes IFRS. La nouvelle norme établit que la juste valeur correspond au prix obtenu pour la vente d'un actif ou au prix payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée conclue entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Elle énumère également les informations à fournir dans le cadre de l'évaluation de la juste valeur. Selon les IFRS actuellement en vigueur, les directives portant sur l'évaluation et la présentation de la juste valeur sont disséminées un peu partout dans les différentes normes exigeant l'évaluation de la juste valeur et, dans bien des cas, elles ne fournissent pas une base d'évaluation claire ni des informations cohérentes.

Modifications apportées aux autres normes

De plus, des modifications ont été apportées aux normes existantes, dont IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27 ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 s'applique à la comptabilisation de participations dans des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées lorsqu'une entité ne présente pas des états financiers consolidés. IAS 28 a été modifiée pour s'appliquer aux coentreprises et traiter des changements découlant des IFRS 10 à 13.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le BAIIA désigne le résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus avant les frais financiers, le produit d'intérêts, les gains et pertes de change, l'impôt sur le résultat, l'amortissement et la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative du rendement opérationnel des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition des mesures conformes aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel que défini précédemment avant les charges de dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative du rendement opérationnel des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence des charges de dépréciation des stocks inhabituelles. La définition des mesures non conformes aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le carnet des commandes représente les commandes que la Société a reçues et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculées en additionnant aux produits l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau de la dette, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux fonds générés par l'exploitation avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car elles témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

Le fonds de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour assurer la croissance de l'entreprise. Le fonds de roulement est un indicateur de la santé financière et de la liquidité de la Société. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants.

La marge brute est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes. Le ratio de la marge brute est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute et le ratio de la marge brute pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

La marge brute ajustée est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes et des charges de dépréciation des stocks. Le ratio de la marge brute ajusté est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute ajustée et le ratio de la marge brute ajustée pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des charges de dépréciation liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative du rendement opérationnel des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence des charges de dépréciation liées aux stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles. La définition des mesures non conformes aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Information supplémentaire

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris la notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.